

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICTOR MARTINET

Hameau de la Croix Madelon
60530 Le Mesnil-En-Thelle

Références : IC-R/202/25-EW/MV
Code AIOT : 0003801387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement VICTOR MARTINET implanté Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier électronique transmis en date du 03 mars 2025. Elle a pour objectif de vérifier certaines données techniques des 2 derniers porters-à-connaissance de modifications déposés suite à la demande d'autorisation d'exploiter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICTOR MARTINET
- Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle
- Code AIOT : 0003801387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VICTOR MARTINET, filiale du groupe GONDRAND France, est spécialisée dans le stockage et le transport de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Elle propose à ses clients une offre complète de la réception des produits sur son site jusqu'à la gestion de leurs approvisionnements.

La société VICTOR MARTINET & CIE a implanté un entrepôt de stockage de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Le site comprend également une zone de transit de déchets industriels.

A la date de l'inspection le 10 avril 2025, la mise en service des activités est effective. Le bâtiment de stockage est finalisé.

Les installations classées du site sont implantées sur un terrain, d'une superficie totale de 49 979 m², qui comprend un entrepôt logistique composé :

- de 3 cellules de stockage de produits non dangereux de type 1510,
- d'une zone de transit de produits,
- d'une zone de transit de déchets industriels,
- d'une salle blanche et de 3 chambres froides (-16°C, 0°C et 5°C),
- de 4 cellules de produits dangereux (liquides inflammables, liquides inflammables et toxiques, dangereux pour l'environnement et toxiques),
- de zones de picking et de quais,
- de locaux techniques (local de charge de batterie, local électrique, ...),
- d'un local sprinklage et réserve d'eau incendie associée,
- un bâtiment de bureaux, locaux sociaux et logement du gardien, indépendant du bâtiment de stockage,
- des voiries et places de stationnement,
- des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie,
- des espaces verts.

La hauteur au faîtage de l'entrepôt est de 13 m.

La société VICTOR MARTINET dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 novembre 2020, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2023. Le site est classé Seuil Bas par la règle dite du cumul.

Deux porters à connaissance de modifications ont été déposés (PAC version 2 Juillet 2024) concernant des modifications techniques du site et PAC avril 2025 relatif à la division parcellaire du terrain d'emprise du site. Ils sont en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par rapport au porter à connaissance de modifications (version 2, juillet 2024), les données techniques annoncées ont été réalisées, en particulier :

- les marquages au sol et signalisation verticale des aires pompiers,
- une matérialisation des murs coupe-feu, à chacune de leur extrémité a été positionnée en repérage extérieur,
- la création d'un espace d'attente sécurisé (EAS) à l'étage des bâtiments bureaux,
- 2 aires pompiers complémentaires en complément des attendus réglementaires positionnées à plus de 8 mètres des murs des cellules,
- la création d'ouvrants complémentaires (Implantation de porte d'accès piéton sur chaque façade / Ajout de portes d'accès d'une largeur de 1,80 m entre les cellules),
- 3 zones de stationnement dédiées aux véhicules électriques dans des zones en dehors des flux thermiques 3 kW/m² (seules 2 bornes sont présentes à la date de l'inspection),

- 2 manches à air sont présentes sur le site.

La visite d'inspection menée en date du 10 avril 2025 a permis de constater que le gardiennage est assuré sur site via la présence d'un gardien logé sur site. L'usage de ce logement permet l'affectation même partielle à l'habitation, ce qui est contraire à la réglementation en vigueur. L'inspection va proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, précisant l'usage possible de cette loge présente au sein du bâtiment "locaux sociaux". L'exploitant doit confirmer les dispositions prises concernant ce constat.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification de la chaudière (arrêt d'urgence)	AP Complémentaire du 26/11/2020, article 8.2.2	Demande d'action corrective	30 jours
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.3.2	Demande d'action corrective	30 jours
4	Modification cuve sprinklage/poteaux incendie/RIA :	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.2	Demande d'action corrective	30 jours
6	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3	Demande d'action corrective	30 jours
7	Emulseurs	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2	Demande d'action corrective	30 jours
10	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 9.1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Technologie du bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11-I	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4 I	Demande d'action corrective	30 jours
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
15	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.4	Demande d'action corrective	30 jours
16	Zone de stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.6.1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification de la chaudière (changement de technologie)	AP Complémentaire du 26/11/2020, article 3.2.2	Sans objet
5	Bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 4.4.6	Sans objet
8	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 6	Sans objet
12	Porter à connaissance de modification	Autre du 09/07/2024, article Page 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection menée en date du 10 avril 2025, l'inspection est dans l'attente des actions correctives suivantes:

- demandes formulées à l'exploitant, sous 30 jours:

- transmettre une mise à jour du POI de l'établissement avec précision sur les arrêts d'urgence présents (points de contrôle n° 2-3-4 et 7 du présent rapport) ;
- transmettre le rapport de vérification des poteaux incendie (vérification d'avril 2025) ;
- prévoir un repérage sur site des poteaux incendie en lien avec le POI de l'établissement ;
- confirmer au SDIS 60 la bonne réalisation des ouvertures complémentaires suite à leur avis du 30 juin 2023 (mettre la DREAL en copie) ;
- mettre en place une consigne de mise en œuvre des vannes martelières. Mise en place si

besoin d'un matériel spécifique facilitant la manœuvre manuelle. Copie de la procédure de vidange du bassin de confinement ;

- mettre en place un repérage des piézomètres sur le site, en lien avec les plans du réseau ;
- transmettre les certificats Apsad des 3 technologies d'extinction automatique présentes sur site et les certificats CNPP associés ;
- Emulseurs: placer l'ensemble des réserves sur rétention (réserves PIA/réserves mobiles en IBC). Protéger les réserves PIA des risques de collision avec les chariots. Confirmer que l'ensemble des réserves commandées sont présentes sur site ;
- Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie : justifier que le critère inférieur à 10^{-7} mètres par seconde en termes d'infiltration pour la bâche actuellement en place est atteint ;
- Etat des stocks: maîtrise de l'ensemble de l'état des stocks du site ;
- Détection incendie: confirmer ou non la présence d'une détection gaz au sein de l'établissement. Si nécessaire, un porter à connaissance modificatif sera réalisé ;
- Zone de stockages extérieurs : fixer une zone appropriée et réaliser un porter à connaissance modificatif.

- sous 2 mois:

Technologie du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie (conception) : l'exploitant transmet dans un délai de 2 mois une étude technico-économique proposant les différentes solutions de mise en conformité possibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification de la chaudière (changement de technologie)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2020, article 3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Remplacement de la chaufferie Gaz

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm^3/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible
1	Chaufferie	14	0.35	1750	5	0.9 MW	Gaz

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Constats :

Les modifications apportées aux installations sont présentées ci-dessous :

- Mise en place d'une chaufferie électrique en remplacement de la chaufferie gaz : mise en place d'un transformateur privé (au Nord-Ouest du bâtiment principal) pour le chauffage électrique et changement du type de chaufferie. Le réseau gaz a été tiré mais n'est pas alimenté. L'implantation de la chaudière à gaz n'est plus prévue, et l'implantation de la chaudière électrique n'est pas classée au titre des ICPE. L'emplacement de la chaufferie n'a pas été modifié.

L'inspection a pu voir sur site le changement de technologie de la chaudière effectivement mise en place. Absence de raccordement au réseau gaz.

Commentaire : Compte-tenu du changement de technologie de la chaudière, l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 26/11/2020 sera adapté. Un projet d'arrêté sera rédigé en ce sens.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification de la chaudière (arrêt d'urgence)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2020, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Remplacement de la chaufferie Gaz

Prescription contrôlée :

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Constats :

Les modifications apportées aux installations sont présentées ci-dessous :

- Mise en place d'une chaufferie électrique en remplacement de la chaufferie gaz : changement du type de chaufferie. Le réseau gaz a été tiré mais n'est pas alimenté. L'implantation de la chaudière à gaz n'est plus prévue, et l'implantation de la chaudière électrique n'est pas classée au titre des ICPE. L'emplacement de la chaufferie n'a pas été modifié.

L'inspection a pu voir sur site:

- le local chaufferie dédié à la chaufferie électrique, un arrêt d'urgence est présent à l'extérieur du local.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La présence de cet organe de coupure doit être repris dans le document POI de l'établissement. Il est attendu une mise à jour du document avec une nouvelle diffusion.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure d'alimentation électrique
Prescription contrôlée : [...] À proximité d'au moins une issue de chaque atelier est installé un interrupteur, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier concerné, exceptés les moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...) et les dispositifs nécessaires à la mise en sécurité ou au maintien en sécurité des installations. [...] Constats : Les modifications apportées aux installations sont présentées ci-dessous : - mise en place d'un transformateur privé (au Nord-Ouest du bâtiment principal) pour le chauffage électrique. L'inspection a pu voir sur site: - le local du transformateur privé, un arrêt d'urgence est présent à l'extérieur du local. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La présence de cet organe de coupure doit être repris dans le document POI de l'établissement. Il est attendu une mise à jour du document avec une nouvelle diffusion. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Modification cuve sprinklage/poteaux incendie/RIA :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Emplacement et volume
Prescription contrôlée : Informations sensibles - Non communicable au public Constats : Constats réalisés: Le site dispose d'une réserve d'eau d'une capacité appropriée avec présence de raccords pompiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Voir partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Bassin d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 4.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Volume du bassin
Prescription contrôlée :
Afin d'infiltrer les eaux pluviales, l'exploitant aménage un bassin de 1 476 m ³ .[...]
Constats :
Afin d'infiltrer les eaux pluviales, l'exploitant a aménagé un bassin de 2 847 m ³ . Vu le volume du bassin, cf référence indiquée sur plan masse, Version J, 09-07-2024. Commentaire : Les prescriptions seront adaptées via un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau poteaux incendie
Prescription contrôlée :
Informations sensibles - Non communicable au public
Constats :
Constats réalisés: Le site dispose d'un réseau de poteaux incendie, placés en dehors des flux thermiques 5 kW/m ² , distants entre eux de 150 mètres maximum et capables de délivrer les besoins nécessaires en eau pour la lutte d'un incendie au sein de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Voir partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Emulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves mobiles
Prescription contrôlée : Informations sensibles - Non communicable au public
Constats : Constats réalisés: Le site dispose actuellement d'un tiers des réserves mobiles d'émulseur imposées par l'arrêté préfectoral du 26/11/2020. Les deux autres tiers sont en commande (l'exploitant a joint un bon de commande signé en séance). Ces réserves doivent être placées sur rétention, elles ne sont pas présentes le jour de l'inspection. L'exploitant a équipé le parc PIA de l'établissement d'une réserve d'émulseur mobile. Ces réserves doivent être placées sur rétention. Il conviendrait également de les protéger des risques de collision avec les chariots (protection à envisager).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir partie confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Nouvelles ouvertures
Prescription contrôlée : [...] - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. [...]
Constats : Le porter à connaissance Version 2 (07-2024), sollicite la mise en œuvre de nouvelles ouvertures. Elles ont été réalisées. En cas d'ouverture dans un mur coupe-feu, une porte coupe-feu assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour la paroi ouverte a été mise en place. Vu 2 ouvertures dans la cellule 5, il s'agit de portes coupe-feu EI120.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera les services du SDIS 60 des modifications réalisées suite à leur avis du 30 juin 2023 et leur rapport de visite du 3 juin 2024 concernant le sujet des portes (Implantation de porte d'accès piéton sur chaque façade / Ajout de portes d'accès d'une largeur de 1,80 m entre les cellules).

Mettre en copie la DREAL de cette information.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Volume

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 1992 m³.

Constats :

L'exploitant dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2 209 m³.

Cet équipement est référencé au niveau du plan référencé MESNIL - COTRAFI - REC VOI et RES - N°2 - D - 15-07-2024.pdf.

L'exploitant a mis en place une procédure de vidange. Cette procédure sera transmise à l'inspection.

Le bassin est équipé d'une marque correspondant au volume du creux qui doit rester disponible en permanence pour permettre la récupération des effluents en cas d'incendie.

Par rapport au PAC (version 07-2024), page 78:

Vu sur site, la vanne martelière 1,

Vu sur site, la vanne martelière 2,

Vu sur site la vanne martelière 3 (sortie de bassin), en position fermée, fonctionnement normal.

Le fonctionnement manuel de ces vannes est possible sur site, une consigne de mise en œuvre est attendue. Au besoin, un matériel spécifique facilitant la manœuvre sera installé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les vannes martelières du site, une consigne de mise en œuvre est attendue. Au

<p>besoin, un matériel spécifique facilitant la manœuvre sera installé. Une copie de la procédure de vidange du bassin est attendue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 9.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits dangereux en cellule n°7
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette cellule dispose d'une rétention enterrée d'un volume de 25 m³, liée par surverse au bassin de confinement de 1 992 m³. [...] L'étanchéité de la rétention est assurée par un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2 209 m³. Cet équipement est référencé au niveau du plan référencé MESNIL - COTRAFI - REC VOI et RES - N°2 - D - 15-07-2024.pdf. L'exploitant a mis en place une bâche dont les caractéristiques de la fiche technique indiquent une perméabilité à l'eau <1*10⁻⁶, cf fiche technique MACCAFERRI, Rev 00, date 03/07/2020. L'exploitant doit démontrer que le critère inférieur à 10⁻⁷ mètres par seconde en termes d'infiltration est atteint.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit démontrer que le critère inférieur à 10⁻⁷ mètres par seconde en termes de perméabilité est atteint.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Technologie du bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11-I
Thème(s) : Risques accidentels, conception de la rétention LI
Prescription contrôlée :

<p>Dispositions générales</p> <p>I. - Conception des rétentions. Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>- les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30, à l'exception de celles creusées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement incendie réceptionne les produits de type Liquides inflammables (cellule 4, 5, CF+5°C, cellule 6 (zone de collecte 1 et 2)) après passage par un dispositif de type siphon coupe-feu.</p> <p>Il a été construit après le 1er janvier 2021.</p> <p>Il n'est pas de conception incombustible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Par courrier transmis en date du 9 mai 2025 référencé Lm090525 adressé en préfecture de l'Oise et à la DREAL Hauts-de-France, l'exploitant s'est engagé à transmettre une note technique (conformité des rétentions de liquides inflammables) d'ici fin juin 2025.</p> <p>Dans l'attente de cette note, l'inspection ne propose pas de projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Porter à connaissance de modification

<p>Référence réglementaire : Autre du 09/07/2024, article Page 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le porter à connaissance de modifications, version 2-juillet 2024 précise page 19 : L'établissement dispose de 4 piézomètres sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 4 piézomètres sont présents sur site.</p> <p>Leur repérage est à prévoir sur le terrain, conformément au plan du PAC (annexe 19).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir le repérage des piézomètres sur le site, conformément à leur numérotation sur le plan (annexe 19 du PAC).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4 I
Thème(s) : Risques accidentels, Local inaccessible
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une partie de l'état des stocks n'est pas maîtrisé par l'exploitant. Il se situe dans le local situé entre local de charge et local chaufferie et est rendu inaccessible.</p> <p>Il contiendrait des effets personnels du personnel de l'entreprise.</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions pour évacuer ces matières de l'entrepôt.</p>

Présence également d'un barbecue dans un local technique du site. A supprimer par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Evacuation de tous les effets personnels dans les locaux de l'enceinte des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Prescription contrôlée : Informations sensibles - Non communicable au public
Constats : Constats réalisés: Le site dispose d'un système d'extinction automatique de diverses technologies. Les attestations APSAD et les certifications CNPP seront adressées à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article Annexe 4_article 8.6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Voir partie confidentielle
Constats : Voir partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir partie confidentielle

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Zone de stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, analyse de risques et impacts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une zone de stockage de palettes et d'emballages vides a été constatée en extérieur à proximité du bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Cette zone n'est pas prévue au dossier initial.</p> <p>Un porter à connaissance de modifications doit être adressé à l'inspection.</p> <p>Une zone plus appropriée doit être étudiée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un porter à connaissance concernant cette modification ou éliminer le stockage de palettes et d'emballages vides.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours